



Portrait de groupe avec dame

Françoise Blum

► To cite this version:

Françoise Blum. Portrait de groupe avec dame. Cahiers Jaurès, 2007, 183-184, pp.53-64. hal-00677257

HAL Id: hal-00677257

<https://hal.science/hal-00677257>

Submitted on 7 Mar 2012

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Portrait de groupe avec dame

Françoise Blum, Centre d'histoire sociale du XXe siècle

1ere version d'un article paru dans les *Cahiers Jean Jaurès*, n°183/184, janvier-juin 2007

Cet article n'est que le premier volet d'un ensemble dont le second volet, publié dans ce même volume, est intitulé « Madeleine Rébérioux : de l'histoire ouvrière à l'histoire sociale ». Il est en quelque sorte le premier épisode d'une évolution historique et historiographique qui nous conduira jusqu'à nos jours. : « Portrait de groupe avec dame », la dame est bien sûr Madeleine Rébérioux, dont il s'agit de situer l'environnement politique, intellectuel et moral, dont il s'agit en quelque sorte de planter le décor

Je vais commencer cette première partie, au risque de surprendre quelque peu, par un peu d'égohistoire. Cette égohistoire est pour moi une manière d'hommage à la génération d'historiens et de militants, qui a entre autres choses fondé, en 1959, centenaire de la naissance de Jaurès, première année civile de la Ve République et année de parution de *l'Affaire Audin*¹, la Société d'études jaurésiennes et un an plus tard *le Mouvement social*².

Un peu d'égohistoire. J'ai fait un mémoire de maîtrise en 1978 au Centre d'histoire et de recherche sur les mouvements sociaux et le syndicalisme de l'Université Paris I Sorbonne, et je travaille aujourd'hui pour ce même centre rebaptisé récemment Centre d'histoire sociale du XXe. J'y reviendrais. Le mémoire portait sur les liens entre combat féministe et combat syndical dans le mouvement ouvrier, et j'ai poursuivi avec un DEA à la soutenance duquel assistait Madeleine Rébérioux. Toujours est-il que le choix de ce type de sujets n'était à l'époque guère original. C'était encore un temps où l'on était nombreux à voir dans la classe ouvrière l'avenir du monde et où faire de l'histoire était une démarche militante. On faisait de l'histoire comme on militait. On militait parce qu'on faisait de l'histoire ou on faisait de l'histoire parce qu'on militait. Evidemment 68 n'était pas encore bien loin. Et l'université acceptait des sujets sur les luttes ouvrières ou féministes, en consacrait la légitimité. L'histoire sociale officielle reconnaissait comme objet légitime ce prolétariat que nombre d'entre nous

¹ Pierre Vidal-Naquet, *L'Affaire Audin*, Paris, Comité Audin, s.d.[1958], in-8°

² *Le Mouvement social* : bulletin trimestriel de l'Institut français d'histoire sociale, octobre 1960. Fait suite à *L'Actualité de l'histoire*

voyait alors comme l'Agent historique avec un grand A, la classe universelle. Ce qui à la fin des années 70 était un fait, un acquis allant de soi ne l'avait pas toujours été. Il avait fallu bien des efforts, une bonne dose d'utopie aussi pour en arriver à ce que les plus officielles instances de consécration reconnaissent la validité d'un certain type d'histoire militante. C'est à retracer ce pan de l'historiographie, au cœur duquel Madeleine a joué un rôle central, que je voudrais ici m'attacher.

Je suis historienne un peu par contrebande. J'en ai la formation certes mais me suis plus souvent occupée de documentation et d'archives que de l'écriture de l'histoire proprement dite. J'ai travaillé de longues années au Musée social, ce laboratoire de la pensée réformatrice sur ce qu'on a appelé à la fin du XIX^{ème} la question sociale, vocable revenu à la mode bien plus récemment au gré certes de ses métamorphoses, pour citer Robert Castel. J'ai travaillé donc de longues années au Musée social, avant de rejoindre Rossana Vaccaro au CRHMSS (centre de recherche et d'histoire des mouvements sociaux et du syndicalisme), dont le récent changement d'étiquette (CHS-Centre d'histoire sociale du X^{ème} siècle), n'a certainement rien d'innocent. Avant de s'appeler CRHMSS, le centre s'était déjà appelé CHS, mais cela voulait alors dire centre d'histoire du syndicalisme. Le CHS, donc, regroupe ou a regroupé en son sein une bonne partie des historiens sociaux et la presque totalité des historiens spécialistes de l'histoire ouvrière. Le CHS était et est un centre d'enseignement et de recherche mais aussi un centre d'archives, fondé par Jean Maitron, qui ne concevait pas à l'époque de dissocier documentation, recueil d'archives et recherche. Le centre d'ailleurs a longtemps fonctionné sur la base d'une étroite symbiose entre ces trois activités. C'est aussi cela qui a fait sa richesse et son originalité. Madeleine elle-même, qui, institutionnellement, enseignait à ParisVIII, cette université-laboratoire, ouverte sur le mouvement social, a mené des enseignements communs avec le centre et y a dirigé, en collaboration avec Antoine Prost le Groupement de recherche «Travail et travailleurs XIX^e-XX^e». C'est toujours à partir du centre qu'elle a très activement impulsé et dirigé les travaux de la revue *Le Mouvement social*, sur laquelle nous allons amplement revenir.

Je vais vous parler dans la première partie de ce double article de deux «moments fondateurs», en tous cas dans la vie de Madeleine Rébérioux., au prisme desquels je vais essayer d'analyser la configuration d'intellectuels militants dans laquelle elle s'est inscrite et a joué un rôle prépondérant. D'abord 1959, le moment de la fondation de la SEJ, ensuite mars 1961, l'entrée de Madeleine Rébérioux au comité de rédaction du *Mouvement social*:

1959 : la fondation de la SEJ se situe au croisement d'un certain nombre de facteurs conjoncturels ou de plus longue durée dont aucun n'est à négliger pour comprendre ce que pouvait représenter alors une initiative de ce type.

Une conjoncture politique lourde d'abord. La politique algérienne du gouvernement Guy Mollet a discrédité pour longtemps un socialisme où nombre d'intellectuels ne peuvent plus se reconnaître. Le Parti communiste quant à lui se remet du choc du rapport Kroutchev, suivi bientôt par l'invasion de la Hongrie. Les députés communistes ont par ailleurs voté les pleins pouvoirs à Guy Mollet. Or le premier noyau de la Société d'études jaurésiennes est incontestablement composé de militants qui, s'ils se situent tous à gauche de l'échiquier politique, témoignent d'une gamme assez étendue de sensibilités, sensibilités qui peuvent néanmoins trouver en Jaurès un pôle de ralliement, en Jaurès pour lequel ils revendiquent une commune sympathie. Ernest Labrousse peut ainsi écrire dans le premier numéro du *Bulletin de la Société d'études jaurésiennes* : « Jadis autour du tombeau de 1914, une première union s'était faite. Elle s'opère de nouveau aujourd'hui, simple et facile, en dépit de la distance des opinions. L'homme à qui cette société est vouée représente la lutte contre l'iniquité, et la fidélité jusqu'à la mort aux causes saintes. Ces valeurs, hier encore nous rapprochaient dans la Résistance. Spontanément, devant elles les désaccords baissent la voix et l'esprit reparaît »³. Source de consensus, Jaurès peut l'être comme il peut aussi être un recours face à certaines déceptions ou incertitudes politiques. L'Histoire l'a laissé intact des trahisons dont elle est remplie. Parmi les premiers adhérents de la Société, adhérents dont il serait intéressant de faire la prosopographie, on trouve un mélange assez composite de militants très orthodoxes tels Louis Aragon ou Guy Mollet, et d'oppositionnels comme Alfred Griot (Rosmer), Aimé Patri ou Henri Noguères. Incontestablement les membres du premier conseil d'administration de la Société d'études jaurésiennes sont, bien que de générations différentes, des militants confrontés aux mêmes combats quand ce n'est pas aux mêmes déceptions. Membres de la SFIO, du Parti communiste ou plus tard du PSA et du PSU, ils sont presque tous, à des degrés divers, entrés à un moment ou à un autre en dissidence ou en rupture, selon des modalités et des types d'engagement qui sont parfois aussi autant d'effets de génération. L'attitude à l'égard de la SFIO de ceux qui y étaient récemment encore comme le professeur Ernest Labrousse, le journaliste Jean Rabaut, le Professeur Henri Lévy-Bruhl est marquée au sceau d'un rejet de la politique de la SFIO en matière de défense d'abord (la CED) puis et surtout en

³ Ernest Labrousse, *Avenir de Jaurès, Bulletin de la Société d'Etudes jaurésiennes*, n°1, juin 1960, p.1

matière de politique algérienne. Labrousse et Lévy-Bruhl quittent la rédaction de la *Revue socialiste* et la SFIO en 1958. Jean Rabaut également pour participer, comme Labrousse, à la fondation du PSA puis du PSU, c'est-à-dire de cette nouvelle gauche qui tente de réinventer un socialisme trahi par les partis traditionnels et qui regroupent tant d'aspirations différentes. Au Parti communiste, certains y sont et d'autres y ont été : Dommanget l'a quitté en 1930, Labrousse y a été aux origines avant de le quitter en 1925, après son exclusion de *l'Humanité* pour laquelle il écrivait de grands reportages politiques et historiques⁴. Madeleine Rébérioux et Jean Bruhat, nettement plus jeunes sont alors au PCF, mais vont se trouver en porte-à-faux sur la question algérienne. Jean Bruhat, bien qu'il soit toujours resté fidèle, racontera dans ses Mémoires⁵ son indignation devant l'absence d'un représentant du Parti à la soutenance post-mortem de Maurice Audin. Quant à Madeleine Rébérioux, le seul fait qu'elle ait signé le Manifeste des 121 montre à quel point elle a pu être capable de se distinguer de la politique du parti. Elle milite dans un «Comité inter-lycée» vis-à-vis duquel le parti n'a que méfiance. L'opposition à la guerre d'Algérie a dû être non seulement un des ciments de la société mais aussi une des conditions de possibilité de son existence, et ce même si les débats politiques n'y sont pas de mise. Quelques vingt années plus tôt la publication des *Œuvres de Jaurès*⁶ sous la direction de Max Bonnafous avait aussi été régie par une double logique scientifique et politique, le Jaurès pacifiste offrant sa caution légendaire. Avec la guerre d'Algérie, c'est le Jaurès avide de justice et pourfendeur de l'iniquité qui l'emporte. Ce n'est certainement pas le fruit du hasard si le numéro 2 du *bulletin de la société*, publié en juillet 1961 est consacré à un texte de Jaurès écrit après son unique voyage en Algérie, et introduit par C-A Julien et C-A Ageron⁷. Et l'on sait bien aussi maintenant à quel point la référence au grand dreyfusard que fut Jaurès servit de mot d'ordre dans l'opposition à la guerre d'Algérie. Vidal-Naquet a reconnu explicitement avoir construit *l'Affaire Audin*⁸, texte avec lequel il démonte la version et les mensonges officiels au sujet de la mort du jeune mathématicien communiste assassiné, sur le modèle des *Preuves*⁹. «Si j'avais comme historien, en ce début de la Guerre d'Algérie, un modèle, c'était celui de Jaurès. Le Jaurès des *Preuves* de 1898, ce grand texte dreyfusard

⁴ Voir à ce sujet les notices publiés dans le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier* ou dans le *Dictionnaire des intellectuels*. Au sujet d'Ernest Labrousse, voir aussi : Christophe Charle, « Entretien avec Ernest Labrousse », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°32-33, avril-juin 1980, pp.111-125

⁵ Jean Bruhat, *Il n'est jamais trop tard, : souvenirs*, Albin Michel, 1983, 292 p.

⁶ *Œuvres de Jean Jaurès*. Textes rassemblés, présentés et annotés par Max Bonnafous, Paris, Editions Rieder, 1931-1939, 8 vol.

⁷ Ch-A Julien, C-R Ageron, « Jaurès et l'Algérie » ; Jena Jaurès, « En Algérie », *Bulletin de la Société d'Etudes jaurésiennes*, n°2, juillet 1961, pp.1-9

⁸ Pierre Vidal-Naquet, *L'Affaire Audin*, *op.cit.*

⁹ Jean Jaurès, *Les Preuves. Affaire Dreyfus*, Paris, le Petite République, 1898, in-18, 294 p.

démontrant les mécanismes de l'iniquité dont avait été victime en 1894 le capitaine juif»¹⁰. Dans l'introduction de 1989 de *l'Affaire Audin*, il ajoute: «J'entrepris, suivant le modèle de Jaurès pendant l'Affaire d'écrire mes *Preuves*, de «déconstruire»¹¹ comme on ne le disait pas encore, le récit des militaires». Et sur la quatrième de couverture de *l'Affaire Audin* figure un extrait des *Preuves*. On connaît par ailleurs la typologie dressée par Vidal-Naquet des intellectuels engagés contre la guerre d'Algérie : Les bolcheviques, les tiers-mondistes et les dreyfusards. C'est à ces dreyfusards préoccupés d'abord par l'avenir d'une République dont ils ne croient pas qu'elle puisse sortir indemne des pratiques barbares de torture et de censure initiées par la guerre que le Jaurès des *Preuves* fournit l'inspiration. Sans trop vouloir m'avancer, je classerais volontiers Labrousse parmi eux, qui participe à la fondation du «comité socialiste d'études et d'action pour la paix en Algérie» puis signe «l'Appel à l'opinion pour une paix négociée en Algérie». Comme je classerais parmi eux l'historien et critique catholique Jacques Madaule dont l'itinéraire politique est bien différent (adversaire des nationalistes espagnols, exilé aux Etats-Unis sous Vichy, il fut candidat du MRP) des autres jaurésiens de 1959 mais dont l'engagement anticolonialiste n'en est pas moins fervent.

Conjoncture politique lourde mais aussi conjoncture historiographique. Jaurès est aussi un historien chez qui d'autres historiens, professionnels ceux-là, comme Ernest Labrousse ont pu trouver inspiration. *Les Preuves*¹², puisqu'il en a été question, sont un grand livre d'histoire contemporaine. Au même moment, Jaurès élabore son *Histoire socialiste de la révolution française*¹³ dont un des premiers actes de la Société d'études jaurésiennes va être d'impulser la réédition critique aux Editions sociales. Jaurès conçoit une histoire réalisée collectivement, faite par la classe ouvrière, qui en augmentera ainsi son pouvoir sur le présent, classe ouvrière aidée en cela par les intellectuels : «Quelle plus belle tâche [pour eux], écrit-il, que d'aider le prolétariat à retrouver l'histoire d'hier ensevelie sous tant de légendes»¹⁴. C'est «cette quête de la mémoire ouvrière que nous poursuivons aujourd'hui, écrira en écho Madeleine Rébérioux, en souhaitant pour elle le soutien actif de tout le mouvement associatif

¹⁰ Pierre Vidal-Naquet, *Face à la Raison d'Etat. Un historien dans la guerre d'Algérie*, Paris, la Découverte, 1989. Cité par Vincent Duclert, *Un engagement d'historien dans la guerre d'Algérie : Pierre Vidal-Naquet, de Jaurès à la cour de cassation*, Jean Jaurès : Cahiers trimestriels n°141, p. 77.

¹¹ Cité par Vincent Duclert, *op.cit.*, p.77

¹² Jean Jaurès, *Les Preuves*, *op.cit.*

¹³ Jean Jaurès, *Histoire socialiste de la Révolution française*. Ed. revue et annotée par Albert Soboul, Paris, Les Ed. sociales, 1968-1973, 7 vol.

¹⁴ Cité dans Madeleine Rébérioux, « Jaurès et l'histoire », *Bulletin de la Société d'Etudes jaurésiennes*, n°69-79, avril-septembre 1978, p.7

et plus précisément comme Jaurès du mouvement syndical»¹⁵. Jaurès peut certes être un inspireur mais il faut aussi prendre en compte les évolutions de la science historique depuis sa mort. En 1929, trente ans avant la Société d'études jaurésiennes est fondée par Marc Bloch et Lucien Febvre la revue les *Annales*, organe d'une Ecole historique qui va dominer bientôt la scène historiographique française. La fondation des *Annales* sera perçue comme une véritable rupture historiographique marquée par une affirmation de la valeur heuristique de l'histoire-problème, par une affirmation du primat de l'économique et du social sur le politique, par une attention à la longue durée. L'histoire événementielle, l'histoire-bataille sont vouées aux gémonies en même temps que l'homme du commun, celui des travaux et des jours, remplace « les grands hommes » comme objet de l'attention des historiens. L'Ecole des Annales emprunte par ailleurs ses concepts à d'autres sciences de l'homme comme la sociologie, la géographie, l'ethnologie, la psychologie, repositionnant ainsi la science historique dans le champ des sciences humaines et sociales. Après la deuxième guerre mondiale, et dans un contexte économique favorable, contrairement aux années trente, c'est sous la férule de Fernand Braudel que le primat de l'économique est réaffirmé, comme est consacrée la vision d'une histoire impérialiste mais nourrie des apports des autres sciences sociales en pleine explosion et institutionnalisation. Ernest Labrousse, l'éminent universitaire fondateur de la société d'études jaurésiennes, le « maître à penser » d'une nouvelle génération d'historiens sociaux qui vont eux aussi marquer l'historiographie, a gardé son autonomie par rapport aux *Annales* et n'en a pas été un collaborateur très régulier. Il en est cependant proche – à tel point d'ailleurs qu'il occupera en 1942 la chaire laissée vide (et pour cause) par Marc Bloch en Sorbonne – et les promoteurs de l'Ecole lui reconnaissent toute légitimité. François Dosse analyse ainsi sa marginalité : « Si Ernest Labrousse n'occupe pas à l'époque une position centrale dans le dispositif des Annales, c'est parce qu'il situe le politique comme l'horizon de son approche économique et privilégie l'étude des antagonismes de classe »¹⁶. Labrousse a d'abord préparé un Diplôme d'études supérieures sur la Commune de Paris et son Comité de recherches, étude éminemment politique avant de soutenir en 1932 une thèse d'histoire économique intitulée « Esquisse du mouvement des prix et des revenus en France au XVIII^e siècle » et une seconde thèse en 1943 : « La crise de l'économie française à la fin de l'ancien régime et au début de la révolution ».¹⁷ L'histoire sociale telle que l'entend Labrousse dominera toute l'historiographie du deuxième tiers du siècle. L'histoire faite par Labrousse

¹⁵ Madeleine Rébérioux, « Jaurès et l'histoire », *op.cit.*, p.7

¹⁶ François Dosse, *L'histoire en miettes : des Annales à la nouvelle histoire*, Paris, La Découverte, 1987, 268p.

¹⁷ Voir Christophe Charle, « Entretiens avec Ernest Labrousse », *op.cit.*

n'est peut-être pas une histoire militante, mais elle est irriguée par ses préoccupations militantes. Il a lui-même reconnu que « l'évolution apparente de son œuvre n'est que le détour intellectuel par lequel il a plutôt approfondi les certitudes et les choix politiques de sa jeunesse »¹⁸. C'est une histoire scientifique, globalisante où le politique constitue l'horizon d'un social lui-même horizon de l'économique. Labrousse ce « jaurésien, marxiste, marginaliste »¹⁹ d'après ses propres dires propose ainsi un modèle qui aura un incontestable pouvoir de fascination. Certains de ses disciples, tout en s'inspirant de lui, vont aller plus loin dans ce qui est leur utopie : celui d'une histoire savante et militante. Cette histoire savante et militante, elle est au croisement de l'évolution de la discipline historique, de l'intérêt d'historiens militants pour la classe ouvrière, son histoire et sa mémoire, et de l'intérêt d'un certain nombre de militants ouvriers eux-mêmes pour leur propre histoire. Cette nouvelle histoire économique et sociale, dont Labrousse est à la fois le promoteur et l'un des plus beaux fleurons, coexiste avec la multiplication de travaux historiques sur le groupe social ouvrier, de facture souvent plus traditionnelle : C'est Georges Duveau avec *La Vie ouvrière en France sous le second empire*²⁰, Fernand Rude avec *Le mouvement ouvrier à Lyon de 1827 à 1832*²¹, ...C'est Paul Chauvet avec *Les Ouvriers du livre en France de 1789 à la constitution de la fédération*²². C'est Jean Maitron sur le mouvement anarchiste, grande thèse soutenue sur le mouvement ouvrier²³. A cette émergence de la classe ouvrière comme objet légitime d'une histoire savante et/ou universitaire correspond en écho un souci de mémoire. Dix ans avant la Société d'études jaurésiennes, le 18 Mars 1949, Jean Maitron fonde avec Georges Bourgin, Directeur honoraire des archives de France et Edouard Dolléans (lui-même agrégé de sciences économiques et auteur quelques années plus tard d'une fameuse histoire du mouvement ouvrier) l'Institut français d'histoire sociale. L'Institut a pour but de conserver la mémoire ouvrière et d'en recueillir les archives. Une tentative avait déjà été faite avant la guerre par Bourgin et Dolléans auprès de Léon Jouhaux et de la CGT. La guerre, et ce qu'elle a pu engendrer de destructions et de pillages d'archives, accentue le sentiment d'urgence de la tâche à accomplir. La scission syndicale de 1947 a aussi rendu caduque l'appel à la CGT.

¹⁸ *id.*, p.111

¹⁹ *id.*, p.113

²⁰ Georges Duveau, *La vie ouvrière en France sous le second empire* ; pref. d'Edouard Dolléans, Paris, Gallimard, 1946

²¹ Fernand Rude, *Le mouvement ouvrier à Lyon : de 1827 à 1832* ; avant propos par Edouard Dolléans, Paris, Domat-Montchrestien, 1944, 761p.

²² Paul Chauvet, *Les ouvriers du livre et du journal*, Paris, M.Rivière[puis Presses universitaires de France ; puis Ed.ouvrières], 1956-1971

²³ Jean Maitron, *Histoire du mouvement anarchiste en France (1880-1914)*, Paris, Société universitaire d'éditions et de librairie, 1951, 2 vol.

L'Institut est donc une association indépendante qui bénéficie dès sa naissance du concours conjoint d'universitaires parmi lesquels on peut encore trouver Ernest Labrousse, et de militants, souvent issus de courants marginaux ou en rupture d'orthodoxie du mouvement ouvrier français : syndicalistes révolutionnaires, anarchistes ou anarchisants, déçus du PCF.

Parallèlement à cette initiative, Jean Maitron s'est lancé dans ce qui sera bientôt une gigantesque aventure collective : *le dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*²⁴. Le *Dictionnaire* exprime l'adhésion au mouvement ouvrier, grande force de transformation du monde, en même temps que le refus de sa confiscation abusive. Avec le *Dictionnaire* et l'Institut un réseau de correspondants est mis en place, correspondants dont Jean Maitron dessine le profil idéal : «Un correspondant doit répondre à deux exigences : être un historien (on ne s'en passe pas) et avoir milité (ou être militant) afin de savoir ce que c'est que de se dévouer corps et âme à une cause»²⁵. Outre le recueil d'archives, l'Institut publie un Bulletin : *L'Actualité de l'histoire*²⁶ qui alterne articles savants sur l'histoire ouvrière et socialiste et publication d'inventaires des fonds recueillis à l'Institut. *L'Actualité de l'histoire* témoigne aussi de l'ouverture de la science historique sur d'autres disciplines, en publiant des textes de sociologue comme Max Sorre. A l'occasion d'un grand colloque sur le militant, *l'Actualité de l'histoire* se transforme en *Mouvement social*, qui dote jusqu'à nos jours l'histoire sociale de la grande revue qui lui manquait. Madeleine n'a pas été des tous débuts, de ceux de *l'Actualité de l'histoire*, un temps où convergeaient deux courants, le courant que l'on pourrait qualifier sommairement de proudhonien et qu'ont représentés des gens comme Georges Duveau sensible aux conditions matérielles de vie des ouvriers et le courant labroussien-marxiste plus sensible aux structures. Elle se fait remarquer lors du colloque alors qu'elle n'est encore qu'une spectatrice-participante dont la sensibilité, l'intelligence et l'enthousiasme séduisent. Annie Kriegel publie en 1964 sa thèse sur *les origines du communisme français*²⁷, Claude Willard publie en 1965 la sienne sur les guesdistes²⁸, Michelle Perrot en 1974 son travail sur *les ouvriers en grève*²⁹, Rolande Trempe en 1971 son étude sur *les mineurs de Carmaux*³⁰...] Et ce sont ceux-là mêmes que l'on retrouve aux côtés

²⁴ *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, Ed. ouvrières (puis Ed. de l'Atelier), 1964-1997, 44 vol.

²⁵ Cité par Michelle Perrot, « Les vies ouvrières », *Les lieux de mémoire* (III-Les France, 3 – de l'archive à l'emblème), Gallimard, 1992, p.121

²⁶ *L'Actualité de l'histoire : bulletin (puis bulletin trimestriel) de l'Institut français d'histoire sociale*, 1952-1956 ; suivi par *le Mouvement social*

²⁷ Annie Kriegel, *Aux origines du communisme français, 1914-1920*, Paris, Mouton, 1964, 2 vol..

²⁸ Claude Willard, *Les guesdistes ; le mouvement socialiste en France, 1893-1905*, Paris, Ed. sociales, 1965, 770p.

²⁹ Michelle Perrot, *Les ouvriers en grève, France 1871-1890*, Paris, Mouton, 1974, 2 vol.

³⁰ Rolande Trempe, *Les mineurs de Carmaux, 1848-1914*, Paris, Ed. ouvrières, 1971, 2 vol.

de Madeleine Rébérioux quand elle entre au comité de rédaction du *Mouvement social* en mars-octobre 1961. .Ceux-là mêmes à qui il faut rajouter évidemment Jean Maitron mais aussi Colette Chambelland . Plus encore peut-être qu'à la Société d'études jaurésiennes, le rapport au Parti communiste est ici évident, qu'il s'agisse de s'y opposer , de le quitter ou d'y appartenir. . Colette Chambelland, fille biologique de Maurice Chambelland et fille spirituelle de Pierre Monatte est la seule à n'avoir jamais eu de tentation communiste, prémunie de toute complaisance par son héritage syndicaliste révolutionnaire. Trois autres membres du Comité de rédaction ont quitté le Parti. C'est le cas de Jean Maitron, qui rompra pour cause de pacte germano-soviétique. C'est le cas de Michelle Perrot qui y a fait un bref passage en pleine guerre d'Algérie et ébullition liée au rapport Kroutchev. . C'est le cas d'Annie Becker-Kriegel, qui, d'abord permanente, quitte le parti à la suite des événements de Hongrie, pour suivre un itinéraire dont on sait comme il la conduira à la droite extrême de l'échiquier politique. Madeleine Rébérioux y est encore en 1961, bien qu'en porte-à-faux comme nous l'avons déjà dit. Elle en sera expulsée en 1969, sous le prétexte d'avoir participé à la création de *Politique aujourd'hui*, et alors qu'il s'agit en fait là d'une sanction à l'égard de son attitude générale en mai. Malgré cette expulsion, elle lui gardera toujours, selon ses propres mots, fidélité. Pour des raisons d'ordre privé, Rolande Trespé aura elle aussi maille à partir avec le Parti, mais ne lui en gardera que très peu de rancune. Claude Willard, quant à lui, n'a toujours pas rendu sa carte. Mais au-delà de ces clivages, ou pour mieux dire de ces temporalités différentes, le ciment du groupe du *Mouvement social*, en-dehors des solidarités estudiantines , c'est bien cette classe ouvrière dont «écrire [son] l' histoire pour une Université qui l'ignorait, voire la méprisait obscurément, [me] paraissait pourtant une entreprise digne d'être tentée et comme une forme de solidarité ». (M.Perrot). Ces historiens ont inventé alors, d'une certaine manière , après l'intellectuel dreyfusard un nouveau type d'intellectuel engagé, l'intellectuel spécifique dont Foucault représentera et construira l'archétype. Avec eux, il ne s'agit plus seulement d'intervenir sur la place publique en y apportant tout le poids de sa notoriété scientifique , sur le modèle de l'intellectuel dreyfusard , mais de s'engager dans l'ordre même de ce savoir, à l'intérieur de l'Université. Et ce faisant, ils ont su donner forme à l'utopie et répondre aux regrets que Marc Bloch formulait dans le très beau livre qu'est *L'Etrange défaite* : « Nous n'avons pas osé être, sur la place publique, la voix qui crie, d'abord dans le désert...nous avons préféré nous confiner dans la craintive quiétude de nos ateliers...Puissent nos cadets nous pardonner le sang qui est sur nos mains »³¹.

³¹ Marc Bloch, *L'Etrange défaite : témoignage écrit en 1940*, Paris, Le grand livre du mois, 2000, 326 p.

Conjoncture politique, conjoncture historiographique, conjoncture sociologique. Cette histoire et cette mémoire ce sont celles d'une classe que la Libération consacre, au travers de ce Parti des fusillés qui prétend la représenter, comme porteuse de l'avenir de la nation, mais aussi d'une classe en profonde mutation. C'est en 1959 aussi que paraît le désormais célèbre numéro de la revue *Arguments* : « Qu'est-ce que la classe ouvrière française »³². Serge Mallet et d'autres perçoivent l'émergence d'une « nouvelle classe ouvrière », celle qui travaille dans les industries de pointe, une classe engendrée par l'automation et dont les modes d'opposition n'ont plus grand chose à voir avec ceux de la classe ouvrière des industries traditionnelles. Sans vouloir faire miennes ces analyses, il me semble qu'il n'y a guère de hasard à ce que la classe ouvrière, ses penseurs et ses théoriciens, ses « intellectuels organiques » deviennent objet d'histoire légitime au moment où sa définition la plus classique est remise en cause : « Au zénith de son histoire, la classe ouvrière amorce son déclin, tandis que se fissure le sol qui la portait »³³ écrit Michelle Perrot de ses années là. Et les travaux des historiens eux-mêmes engagés dans le mouvement social, peuvent sonner un peu comme un hommage, un peu comme une attirance vers cette « beauté du mort » dont parle Michel de Certeau. Non pas qu'il s'agisse bien sûr de la mort de la classe ouvrière mais peut-être de celle de ce prolétariat qu'avait connu Jaurès, de ce prolétariat qui fera l'objet des premiers travaux du *Mouvement social*.

Et c'est bien le dilemme auquel va être confronté le *Mouvement social* : Impulsé aux origines par un groupe d'historiens militants, né de leur souci de servir la classe ouvrière en en faisant l'histoire, comment va-t-il évoluer quand cette même classe ouvrière ne cristallisera plus toutes ces espérances dont elle avait pu être porteuse, quand elle ne sera plus, pour d'aucuns, qu'un des grands mythes du XX^e?. Et quel rôle Madeleine va-t-elle jouer dans cette évolution? C'est justement ce que le prochain article de ce numéro tente de traiter. .

³² « Qu'est-ce que la classe ouvrière française ? », *Arguments*, n°s12-13, janvier-mars 1959

³³ Michelle Perrot, « Les vies ouvrières », *op.cit.*, p.119